

**PREFECTURE DU LOIRET**  
**DIRECTION DES COLLECTIVITES**  
**LOCALES ET DE L'AMENAGEMENT**  
BUREAU DES RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITES

**ARRETE**

**abrogeant l'arrêté du 20 février 2015 portant institution d'une régie de recettes  
auprès de la police rurale de Saint Hilaire Saint Mesmin**

Le Préfet du Loiret  
Chevalier dans l'ordre national la légion d'honneur  
Chevalier dans l'ordre national du mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L2212-5 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique abrogeant et remplaçant le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 ;

Vu le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le code de la route, notamment son article R 130-2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant de cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2008 portant institution d'une régie de recettes auprès de la police rurale de Saint Hilaire Saint Mesmin, modifié par l'arrêté préfectoral du 20 février 2015 ;

Vu l'avis du directeur régional des finances publiques en date du 28 décembre 2015 ;

CONSIDERANT que le montant moyen des recettes de 2015 de la régie instituée auprès de la police rurale de Saint Hilaire Saint Mesmin est supérieur à 1220 €, il convient que le régisseur soit cautionné.

Sur proposition de M. le secrétaire général de la Préfecture du Loiret ;

**Article 1<sup>er</sup>** : l'arrêté préfectoral du 20 février 2015 modifiant l'arrêté du 4 juillet 2008 portant institution d'une régie de recettes auprès de la police rurale de Saint Hilaire Saint Mesmin est abrogé.

**Article 2** : M. le secrétaire général de la Préfecture du Loiret et M. le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une copie sera transmise au maire de Saint Hilaire Saint Mesmin, ainsi qu'au directeur régional des finances publiques.

Fait à Orléans, le 28 janvier 2016

Le préfet,  
pour le préfet,  
le secrétaire général,  
signé : **Hervé JONATHAN**

NB : Délais et voies de recours (application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et des articles R421-1 et R421-5 du code de justice administrative).

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux adressé à Monsieur le Préfet de la Région Centre-Val de Loire, Préfet du Loiret, 181 rue de Bourgogne – 45042 Orléans Cedex 1 ;

- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75800 Paris Cedex 8

- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45000 Orléans

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré implicite au terme d'un silence de l'Administration pendant deux mois.